



## Assemblée générale

Distr. limitée  
25 mars 1999  
Français  
Original: anglais

---

### Cinquante-troisième session

### Cinquième Commission

Point 113 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999

### **Projet de résolution présenté par le Président à l'issue de consultations officielles**

### **Compte pour le développement**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 52/12B du 19 décembre 1997, 52/220 et 52/221 A du 22 décembre 1997 et 52/235 du 26 juin 1998,

*Réaffirmant* sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986,

*Réaffirmant* le Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et le Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait au programme, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation,

*Notant* les propositions faites par le Secrétaire général concernant l'emploi des dividendes pour le développement<sup>1</sup>,

*Soulignant* la nécessité d'imputer sur le Compte pour le développement des projets de développement relevant des secteurs prioritaires du plan à moyen terme,

1. *Approuve*, parmi les huit propositions formulées dans le rapport du Secrétaire général<sup>1</sup>, les propositions ci-après :

- A. Promotion du commerce électronique (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement);
- B. Mise en place en Afrique d'un réseau de compétences en matière d'analyse de politiques économiques et sociales (Commission économique pour l'Afrique);
- D. Système informatique et de télétransmission pour l'action internationale et nationale contre la drogue (Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues);

---

<sup>1</sup> A/53/374, sect. III.

- E. Établissement de moyens logistiques et de réseaux pour la réalisation du programme pour l'Habitat dans les pays les moins avancés (Centre des Nations Unies pour les établissements humains);

à titre exceptionnel, sans possibilité de renouvellement, sans que cela crée un précédent et sans préjudice du résultat de l'examen qu'elle consacrera à la viabilité, à la mise en place et aux modalités de fonctionnement du Compte pour le développement;

2. *Souligne* que, lors de la mise en oeuvre de ces propositions, il faudra donner la priorité à la promotion des activités de développement et faire clairement ressortir la contribution qu'elles apporteront au renforcement des capacités nationales, en particulier dans les pays en développement et dans les pays en transition;

3. *Souligne* que, lors de la mise en oeuvre des propositions, il faudra accorder une attention particulière à l'utilisation des ressources techniques, humaines et autres disponibles dans les pays en développement;

4. *Décide* que les propositions devront être reformulées et exécutées conformément aux dispositions pertinentes du Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies ainsi que du Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, tels que révisés par sa résolution 53/207 du 18 décembre 1998;

5. *Prie* le Secrétaire général de reformuler les autres propositions figurant dans son rapport en tenant compte des critères ci-après : a) les projets devront avoir des effets multiplicateurs et favoriser le renforcement des capacités, en particulier dans les pays en développement; b) ils devront promouvoir la coopération économique et technique régionale et interrégionale entre pays en développement; c) ils devront utiliser les ressources humaines et techniques disponibles dans les régions en développement, et de lui présenter ces propositions reformulées à la deuxième partie de la reprise de sa cinquante-troisième session;

6. *Décide* de continuer à suivre la mise en oeuvre des propositions, et prie le Secrétaire général de lui soumettre un rapport sur l'utilisation des dividendes pour le développement, conformément aux dispositions pertinentes des règlements et des règles ;

7. *Décide également* de poursuivre l'examen de la viabilité, de la mise en place et des modalités de fonctionnement du Compte pour le développement lors de la reprise de sa cinquante-troisième session.